

Régine Engström

Secrétaire générale des ministères de
la Transition écologique et solidaire et
de la Cohésion des territoires



Vous avez fait le choix de soutenir l'organisation d'un large espace de débat sur ce thème de la sécurité globale des territoires.

Pouvez-vous nous expliciter vos raisons ?

Qu'attendez-vous de ces assises ?

Le sujet de la sécurité est au coeur de l'actualité. Dans nos ministères, nous portons une conception globale de ce concept, qui correspond aux problématiques qui intéressent nos activités : transports (tous modes confondus), énergie, eau, environnement, logement, aménagement, protection contre les risques naturels et technologiques. Il faut réfléchir et agir au niveau des territoires dans une approche concrète, réaliste et pluridisciplinaire. C'est une condition essentielle pour atteindre l'efficacité que nos concitoyens attendent. C'est aussi un gage de respect des valeurs républicaines, qui imposent que personne ne soit oublié. Je suis convaincue que, dans cette perspective transversale, les assises permettront de développer un échange riche entre ceux qui travaillent dans des domaines aussi divers que la protection des sites sensibles, la préservation de l'environnement et le développement d'une industrie permettant de fournir des solutions innovantes et efficaces. Elles aborderont aussi des nouvelles menaces stratégiques qui sont la conséquence de phénomènes comme la perte de biodiversité, la rareté potentielle des matériaux, la numérisation croissante des territoires, le rôle que peut avoir la normalisation puis la certification dans nos domaines.

Ces assises, qui se tiendront en marge du congrès-salon Préventica (15 000 visiteurs attendus), rassembleront des dizaines d'experts et de professionnels qui interviennent dans le domaine du développement durable, de la sécurité-défense et l'intelligence économique. N'est-il pas très important que la haute fonction publique puisse échanger avec le public, développer les liens avec la société civile ?

En effet, face aux événements d'ampleur exceptionnelle qui sont susceptibles de toucher notre pays, les pouvoirs publics doivent développer une culture partagée et inclusive de réponse, de gestion de crise et de résilience. Ces crises touchent la société civile et le monde économique dans des domaines très divers. Elles ont aussi des composantes territoriales très importantes. Une bonne gestion de crise passe donc par la mobilisation de l'ensemble de ces parties prenantes, par leur coordination et par une interaction pertinente entre les échelons local, national et parfois international. Il s'agit de penser « global et collectif » pour agir plus efficacement « local et pour chacun ». C'est un des atouts de ces assises : leur capacité à rassembler un grand nombre d'acteurs qui, pour la plupart, sont d'ailleurs déjà des interlocuteurs de nos ministères. Elles ont l'ambition de faire travailler ensemble les différents « silos » concernés par la sécurité, et notamment ceux traitant du risque naturel, du risque technologique, de la malveillance, du manque d'éthique, de la sécurité économique, des troubles et des tensions sociales, ou encore de la sécurité culturelle. Particulièrement interactives, elles ont l'ambition de permettre la confrontation des points de vue, favoriser les échanges et trouver de nouveaux partenaires. Avec un objectif à terme : renforcer notre capacité d'action.

*Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef de la Revue Préventique*

Extrait de la revue Préventique n°158 – Mai / Juin

Photo Manuel Bouquet - Dicom